

N° 92.

ESPAGNE ET GRÈCE

Convention pour régler les successions des Espagnols décédés en Grèce et des Grecs décédés en Espagne, signée à Madrid le 6 mars 1919.

N° 92.

SPAIN AND GREECE

Convention concerning the succession to property of Spanish subjects deceased in Greece and Greek subjects deceased in Spain, signed at Madrid March 6, 1919.

No. 92. — CONVENTION ENTRE LA GRÈCE ET L'ESPAGNE, POUR RÉGLER LES SUCCESSIONS DES ESPAGNOLS DÉCÉDÉS EN GRÈCE ET DES GRECS DÉCÉDÉS EN ESPAGNE ², SIGNÉE A MADRID LE 6 MARS 1919.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères de Grèce. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 8 mars 1919.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLENES ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, désirant déterminer les droits de leurs sujets respectifs, en ce qui concerne les successions laissées par les Grecs en Espagne et par les Espagnols en Grèce, ont résolu d'un commun accord de conclure dans ce but une Convention spéciale et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLENES, le sieur Pierre SCASSI, Commandeur de l'Ordre Royal du Sauveur, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, le sieur Alvaro DE FIGUEROA, Comte de ROMANONES, Grand-Croix de l'Ordre Royal et Distingué de Charles III, Président de Son Conseil des Ministres et Son Ministre d'Etat.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid le 5/18 novembre 1920.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 92. — CONVENTION BETWEEN GREECE AND SPAIN CONCERNING THE SUCCESSION TO PROPERTY OF SPANISH SUBJECTS DECEASED IN GREECE, AND GREEK SUBJECTS DECEASED IN SPAIN ², SIGNED AT MADRID ON MARCH 6, 1919.

French official text communicated by the Greek Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on March 8, 1919.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES AND HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN desiring to define the rights of their respective subjects as regards succession to property left by Greeks in Spain and by Spaniards in Greece, have mutually agreed to conclude a special Convention with this object and have for this purpose appointed as Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES, M. Pierre SCASSI, Commander of the Royal Order of the Redeemer, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Spain.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, M. Alvaro DE FIGUEROA, Count of ROMANONES, Knight Grand Cross of the Royal and Distinguished Order of Charles III, President of His Council of Ministers and His Minister of State.

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :—

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratifications exchanged at Madrid, November 5/18, 1920.

Article 1.

1^o En cas de décès d'un Grec en Espagne ou d'un Espagnol en Grèce, les autorités locales aviseront immédiatement de ce décès le Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire de l'Etat auquel appartenait le défunt et dans la circonscription duquel le décès sera survenu.

D'autre part l'autorité consulaire, agira de même vis-à-vis des autorités locales, lorsqu'elle sera informée du décès avant ces dernières.

2^o Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires seront désignés dans les articles suivants de la présente Convention, sous la dénomination collective de Consul ou autorité consulaire.

3^o La Nationalité du défunt sera établie par son passeport ou par tout autre document certifiant sa nationalité, ou faute de pièces reconnues suffisantes, par une déclaration de l'autorité consulaire, qui fera foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 2.

1^o Quelles que soient les qualités et la nationalité des héritiers, qu'ils soient majeurs ou mineurs, présents ou absents, connus ou inconnus, les scellés seront apposés sur tous les effets mobiliers et papiers du défunt, dans les 24 heures qui suivront la réception de l'avis de décès.

Cette apposition sera faite d'office ou à la réquisition des parties intéressées par l'autorité consulaire en présence de l'autorité locale compétente dûment appelée qui pourra croiser de ses scellés ceux de l'autorité consulaire.

2^o Si l'autorité consulaire ne procédait pas à l'apposition des scellés, l'autorité locale compétente serait tenue d'y pourvoir, après avoir adressé à l'autorité consulaire une simple invitation, celle-ci gardant le droit de croiser de ses scellés ceux de l'autorité locale.

3^o L'apposition des scellés n'aura pas lieu dans les cas où une succession représenterait une entreprise commerciale ou industrielle, laquelle serait exploitée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VIII de la présente convention.

Article 1.

1. On the decease of a Greek in Spain or of a Spaniard in Greece, the local authorities shall immediately notify the Consul General, Consul, Vice-Consul or Consular Agent representing the State to which the deceased belonged in the district where the decease occurred.

The Consular authorities shall take similar actions as regards the local authorities in cases where they are informed of the decease before the latter.

2. Consuls General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents shall in the subsequent Articles of this Convention be designated under the collective denomination of Consul or Consular Authority.

3. The nationality of the deceased shall be established by his passport or any other document certifying his nationality, or in default of documentary evidence recognised as sufficient, by a declaration on the part of the Consular authority which shall hold good until proof to the contrary is produced.

Article 2.

1. Whatever the rank or nationality of the successors, and whether they be of age or under age, present or absent, known or unknown, seals shall be affixed to all the personal property and papers of the deceased within 24 hours after notification of the decease.

These seals shall be affixed by the Consular authority as a matter of regular procedure, or at the request of the parties concerned, in the presence of the competent local authority who shall be duly summoned, who may superimpose his own seals upon those of the Consular authority.

2. If the Consular authority does not take steps to affix the seals, the competent local authority shall be bound to do so after addressing an invitation to the Consular authority. The latter shall retain the right of superimposing his seals upon those of the local authority.

3. Seals shall not be affixed in cases where the property consists of a commercial or industrial establishment administered in accordance with the terms of paragraph 2 of Article 8 of this Convention.

4° La levée des scellés devra être faite de concert. Toutefois, si après une invitation à assister à la levée des scellés adressée par l'autorité locale, ou vice-versa, l'autorité invitée ne s'étant pas présentée dans un délai de 48 heures à compter de la réception de l'avis, l'autorité consulaire seule ou l'autorité locale seule, suivant le cas, pourra procéder à la levée des scellés.

5° Les avis et invitations susmentionnés seront adressés par écrit et un récépissé en constatera la remise.

Article 3.

1° Après la levée des scellés, l'inventaire de tous les biens et effets du défunt sera dressé par l'autorité consulaire en présence de l'autorité locale ; ou par cette dernière seule si l'autorité consulaire, n'ayant pas assisté à l'apposition des scellés, et invitée par l'autorité locale à prendre part à cet inventaire, ne se présentait pas dans un délai de 48 heures, après réception de l'avis. Il est bien entendu que les intéressés, s'ils se présentent, seront admis à assister à l'inventaire.

2° Le Consul pourra procéder à l'apposition et à la levée des scellés ainsi qu'à l'inventaire, soit en personne, soit par l'entremise d'un délégué. Ce délégué devra être muni d'un pouvoir émanant de l'autorité consulaire et revêtu de sceau officiel.

Article 4.

Les autorités locales compétentes feront les publications usitées dans le pays ou prescrites par ses lois concernant l'ouverture de la succession et la convocation des héritiers et des créanciers, et elles communiqueront ces publications à l'autorité consulaire, cette dernière restant libre de faire les publications qu'elle jugera nécessaires.

Article 5.

1° Tous les biens meubles qui composent la succession, à savoir : titres, valeurs, créances, papiers, ainsi que le ou les testaments, s'il en existe, doivent être remis à l'autorité con-

4. The seals shall not be broken except in concert. If, however, on being requested to take part in the breaking of the seals by the local authority or vice versa, the authority so invited does not come forward within 48 hours of receiving the notification, the Consular authority alone or the local authority alone, as the case may be, shall be competent to break the seals.

5. The information and invitations mentioned above shall be sent in writing and a written acknowledgment shall confirm their receipt.

Article 3.

1. When the seals have been broken, an inventory of all property and effects of the deceased shall be drawn up by the Consular authority in the presence of the local authority ; or by the latter alone should the Consular authority, not having been present when the seals were affixed and having been requested by the local authorities to take part in the drawing up of the inventory, not come forward within 48 hours of receiving the notification. It shall be understood that the interested parties shall, on presenting themselves, be allowed to attend when the inventory is made.

2. The Consul shall be competent to affix and break the seals and to draw up the inventory either in person or through the agency of a representative. This representative shall be furnished by the Consular authority with powers bearing the official seal.

Article 4.

The competent local authorities shall publish the notifications usual in the country or prescribed by its laws with regard to the opening of the succession and the summoning of the successors and creditors, and they shall communicate these notifications to the Consular authority, who shall be at liberty to publish any notifications which he may consider necessary.

Article 5.

1. All personal property included in the succession namely : Bonds, securities, claims, bills, together with the will or wills, if any, shall be delivered by the competent local author-

sulaire sur une simple demande écrite et sans aucun retard par l'autorité locale compétente. C'est à cette autorité qu'incombe le devoir de se faire délivrer à cet effet les éléments de la succession par tout membre du notariat ou du barreau, ainsi que par toute banque ou caisse de consignation, bref, par toute personne officielle ou privée, qui serait détenteur de quelque objet que ce soit faisant partie de la succession.

2° Les testaments trouvés sous pli fermé seront ouverts par l'autorité consulaire, conformément aux lois de son pays. Si le testament du défunt contenait des dispositions par lesquelles des biens meubles ou immeubles laissés par le défunt dans le pays où la succession sera ouverte auraient été légués à un ou à plusieurs sujets de cet Etat, l'autorité consulaire devra tenir ce ou ces testaments à la disposition des intéressés pendant le délai de 8 mois, prévu par l'Article VII, afin de leur assurer la possibilité de jouir des privilèges prévus par le paragraphe 2 de l'Art. XIV.

Article 6.

1° Le Consul est tenu de déclarer à l'autorité compétente du pays le montant de toutes les successions de ses nationaux qui lui auront été remises, afin que cette autorité puisse fixer les droits dus au fisc de l'Etat dans lequel la succession est ouverte.

2° Ces déclarations seront faites dans le courant de huit mois à partir du jour du décès, si la succession avait été remise à l'autorité consulaire en temps opportun. Si cette remise avait été après l'expiration du terme de huit mois, les déclarations susmentionnées seront faites dans le plus bref délai possible.

3° Si la non-déclaration ou le non-paiement des droits de mutation dans le délai déterminé entraînait d'après les lois du pays la peine d'une amende, celle-ci ne sera pas applicable aux successions qui se trouvent entre les mains de l'autorité consulaire, même si la déclaration prévue par le paragraphe 1 de cet article n'avait pas été faite par l'autorité consulaire dans le délai ci-dessus fixé.

4° Les droits de mutation dus à l'Etat où la succession est ouverte ne seront perçus que sur la partie de l'hoirie qui se trouve sur le

ity to the Consular authority on mere written request and without delay. It shall be incumbent upon the local authority to have delivered to him the various properties constituting the succession by any notary or members of the Bar or by any Bank or Deposit Office, or in general by any official or private person in possession of any object whatever which forms part of the succession.

2. Wills found sealed shall be opened by the Consular authority in accordance with the laws of his country. If the will of the deceased contains dispositions by which real or personal property left by the deceased in the country in which the succession becomes open, is granted to one or more subjects of this State, the Consular authority shall hold such will or wills at the disposal of the interested parties for a period of 8 months as laid down in Article 7 in order to assure to these parties the possibility of benefiting from the privileges conferred by paragraph 2 of Article 14

Article 6.

1. The Consul shall declare to the competent local authority the value of all the successions of his fellow subjects which have been delivered to him, in order that this authority may estimate the duties payable to the Treasury of the State in which the succession becomes open.

2. This declaration shall be made in the eight months from the date of the decease, provided that the succession was delivered to the Consular authorities within a reasonable time. If it was so delivered after the expiration of the eight months, the above-mentioned declaration shall be made with the least possible delay.

3. If the failure to make such a declaration or to pay the succession duties within the period laid down entails the penalty of a fine by the laws of the country, this penalty shall not apply to successions which are in the hands of the Consular authority, even if the declaration prescribed by paragraph 1 of this Article has not been made by the Consular authority within the period laid down above.

4. The succession duties required by the State in which the succession becomes open shall only be levied on the part of the succes-

territoire de cet Etat, mais en aucun cas ils ne pourront frapper les biens immobiliers ou mobiliers du défunt situés dans sa patrie ou dans d'autres Etats.

5° Les successions des Grecs en Espagne et des Espagnols en Grèce ne seront pas frappées de droits de mutation autres ou plus élevés que les successions des nationaux.

Article 7.

1° L'autorité consulaire devra conserver à titre de dépôt, demeurant soumis aux lois du pays, les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances encaissées et des revenus réalisés, ainsi que le produit de la vente des meubles, si elle a eu lieu, dans le courant de 8 mois, à compter du jour du décès.

2° Cependant l'Autorité consulaire pourra faire vendre aux enchères publiques tous les objets mobiliers de la succession susceptibles de se détériorer et tous ceux dont la conservation en nature serait difficile ou onéreuse. La vente aux enchères sera faite par les autorités locales compétentes sur la demande de l'autorité consulaire et dans les formes prescrites par les lois du pays.

3° L'autorité consulaire aura le droit de prélever immédiatement sur l'actif de la succession les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les gages des domestiques, loyers et dépenses de même nature, ainsi que les sommes nécessaires à l'entretien de la famille du défunt, s'il y a lieu.

Article 8.

1° Sous réserve des dispositions de l'article précédent, le Consul aura le droit de prendre à l'égard de la succession mobilière ou immobilière, toutes les mesures qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Il pourra administrer la succession lui-même ou la faire administrer par un délégué qu'il nommera sous sa responsabilité et qui agira en son nom.

2° Si tout ou partie de la succession constitue une entreprise commerciale ou industrielle, le Consul ne pourra la liquider qu'avec le consentement de tous les héritiers.

A défaut de ce consentement, l'entreprise

which is within the territory of the State, but in no case can they affect real or personal property of the deceased situated in his own country or in other States.

5. The successions of Greeks in Spain and of Spaniards in Greece shall not be liable to any succession duties other or higher than those which apply to the successions of nationals of the respective countries.

Article 7.

1. The Consular authority shall hold in safe keeping subject to the laws of the country, all effects and securities entered on the inventory, the money in hand and money paid into the account of the deceased, as well as the sum realized from the sale of the personalty, if such has occurred during the course of the eight months following the decease.

2. The Consular authority shall, however, be competent to sell by public auction all the personal property in the succession which is likely to deteriorate and all property which it would be difficult or burdensome to preserve in specie. Such public auction shall be held by the competent local authority at the request of the Consular authority, and in accordance with the laws of the country.

3. The Consular authority shall have the right to deduct immediately from the assets of the succession the expenses of the last illness and funeral of the deceased, the servant's wages, house rent, and similar expenses, as well as the sum required to support the family of the deceased in cases where this is necessary.

Article 8.

1. Subject to the terms of the preceding Article, the Consul shall have the right to take, with regard to the real or personal property, all steps which he shall consider necessary in the interest of the successors. He may administer the succession himself, or have it administered by a representative whom he will appoint on his own responsibility and who will act in his name.

2. If the whole or part of the succession constitutes a commercial or industrial establishment, the Consul may not liquidate such establishment without the consent of all the successors.

In default of such consent the establishment

sera exploitée sans interruption jusqu'à la remise de la succession aux héritiers.

3° Sont exceptées de la stipulation précédente (§ 2) les entreprises commerciales et industrielles dont l'exploitation causerait des dommages incontestables.

L'autorité consulaire pourra liquider ces entreprises, quand elle le jugera opportun, en avisant préalablement, si c'est possible, les héritiers.

Article 9.

1° Toute réclamation produite contre la succession peut être jugée par les Tribunaux du pays où la succession est ouverte, en tant que cette réclamation ne repose pas sur un titre d'hérédité ou de legs et n'a pas pour objet un droit réel dans des immeubles situés en dehors de ce pays.

2° Mais il est expressément stipulé que les Tribunaux du pays ne seront compétents que si l'action était intentée dans le délai stipulé à l'article 7 de la présente convention.

Article 10.

1° En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral des créances, les créanciers pourront, si les lois du pays les y autorisent, demander à l'autorité locale compétente la déclaration de faillite. Cette déclaration prononcée, tous les documents, effets ou valeurs faisant partie de la succession, devront être remis par l'autorité consulaire à l'autorité locale compétente ou aux syndics de la faillite, l'autorité consulaire restant chargée de représenter les intérêts de ses nationaux.

2° Il est bien entendu que la déclaration de faillite ne pourra se rapporter qu'à la partie de la succession qui se trouve dans le pays où la succession est ouverte, et n'aura aucun effet à l'égard des biens laissés par le défunt dans sa patrie ou dans d'autres pays.

Article 11.

1° A l'expiration du terme fixé par l'article VII, l'autorité consulaire acquittera dans le délai de trois mois d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes à la charge de la succession et fera droit aux réclamations reconnues par l'autorité consulaire elle-même,

shall be operated without interruption until the succession is handed over to the successors.

3. Commercial and industrial establishments, the operation of which would cause obvious loss, are excepted from the preceding stipulations (Para. 2).

The Consular authority may liquidate these establishments at any time he considers suitable on previously informing the successors if this is possible

Article 9

1. Any claim against the succession may be dealt with by the Courts of the country in which the succession becomes open, in so far as such claim is not based on a hereditary title or legacy and does not aim at establishing a real right in realty situated outside that country.

2. It is, however, expressly stipulated that the Courts of the country shall only have jurisdiction if the action is begun within the period laid down in Article 7 of this Convention.

Article 10.

1. In case the assets of the succession are insufficient for full payment of the debts, the creditors may, if the law of the country permit, apply to the competent local authority for a bankruptcy order. On the issue of this order, all the documents, effects or securities belonging to the succession must be handed over by the Consular authority to the competent local authority or to the assignees in bankruptcy, the Consular authority remaining under the obligation to represent the interests of his nationals.

2. It is to be clearly understood that the bankruptcy order can only affect the part of the succession situated in the country where the succession becomes open, and will not affect property left by the deceased in his own country or in other countries.

Article 11

1. At the expiration of the period fixed in Article 7 the Consular authority shall, within three months, and in accordance with the tariffs in force in the country, pay all expenses charged upon the succession and shall satisfy the claims recognized by the Consular authority

ou par les Tribunaux du pays, saisis en vertu de l'article IX de la présente convention.

2° L'autorité consulaire transmettra en suite la succession aux ayants droit ou à son Gouvernement, si les ayants droit ne se sont pas présentés en personne ou n'ont pas envoyé de fondé de pouvoirs.

3° Si les actions prévues par l'article IX étaient intentées contre la succession et restaient en suspens à l'expiration du délai fixé par l'article 7, l'autorité consulaire serait tenue, sur l'ordre d'un Tribunal compétent, de garder en dépôt la totalité ou telle partie de la succession qui suffirait à solder les créances jusqu'à ce que les Tribunaux compétents aient statué définitivement.

4° L'autorité consulaire ne rendra compte de la gestion de la succession qu'à son Gouvernement. Les héritiers ont droit de recevoir une copie de ces états.

Article 12.

1° Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions, le Consul de l'un et de l'autre pays sera reconnu *ipso jure* comme représentant de l'hoirie. Les autorités locales ne pourront en aucun cas exiger du Consul ni pouvoirs qu'il tiendrait des héritiers, ni preuves officielles qu'il existe des héritiers appartenant à la nationalité du défunt.

2° Le Consul pourra se présenter ou se faire représenter par des délégués devant toutes les autorités compétentes judiciaires, administratives ou autres, pour défendre dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts de la succession et des héritiers en poursuivant les droits ou en répondant aux demandes formulées contre eux. Les délégués choisis par le Consul devront posséder toutes les qualités requises par les lois du pays et être munis d'un pouvoir émanant de l'autorité Consulaire.

3° Les autorités locales auront le droit, sur la demande des intéressés et si les lois locales le permettent, de nommer un représentant d'une succession d'un Grec en Espagne ou d'un Espagnol en Grèce pour défendre la succession dans les actions judiciaires qui pourraient s'élever contre celle-ci. Dans ce cas les autorités du pays seront tenues au moment même de la nomination, d'en aviser l'auto-

himself or by the Courts of the country before which such claims have been presented by virtue of Article 9 of this Convention.

2. The Consular authority shall then hand over the succession to the persons entitled, or to his government if the persons entitled have not presented themselves in person or have not sent a duly authorised agent.

3. If any actions mentioned in Article 9 have been begun against the succession and remain undecided at the expiration of the period fixed in Article 7, the Consular authority shall be bound, on the order of a competent Court, to keep in deposit all or such part of the succession as will be sufficient to pay the debts, until the competent Courts have made a final award.

4. The Consular authority shall only be accountable to his government for the administration of the succession. The successors have the right to receive a copy of his accounts.

Article 12.

1. In all questions arising out of the opening, administration and liquidation of successions, the Consul of one or the other of the two countries will be *ipso jure* recognised as representative of the estate. The local authorities cannot demand of him either powers held of the successors, or official proof of the existence of successors belonging to the nationality of the deceased.

2. The Consul may appear himself or be represented by delegates before any competent judicial, administrative, or other authorities to defend, in any matter relating to the succession, the interests of the succession and of the successors by advancing claims on their behalf or answering claims brought against them. The delegates chosen by the Consul must possess all the qualifications required by the law of the country and be provided with powers emanating from the Consular authority.

3. The local authorities shall have the right, on the request of the interested parties, and if the local law permits, to appoint a representative of the succession of a Greek in Spain or of a Spaniard in Greece to defend the succession in actions brought against it. If this is done, the local authorities shall be bound, at the time of such appointments to inform the Consular authority, who may, if he considers it

rité consulaire qui pourra si elle le juge nécessaire se substituer audit représentant.

4^o Il est toutefois bien entendu que le Consul ne pourra jamais être personnellement mis en cause dans une affaire concernant les successions de ses nationaux.

Article 13.

1^o La succession aux biens immobiliers ainsi que la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières sera réglée par les Tribunaux ou autres autorités compétentes du pays dans lequel les immeubles seront situés et conformément aux lois du pays.

2^o Dans le cas où la succession se composerait en partie ou en totalité de propriétés immobilières que, d'après les lois du pays, celui ou ceux à qui elles écherraient ne seraient pas aptes à posséder, il sera accordé de part et d'autre aux intéressés, — à défaut d'un délai prévu par les lois locales, — un délai suffisant selon les circonstances, pour opérer de la manière la plus avantageuse possible la vente de ces propriétés.

Article 14.

1^o La succession aux biens mobiliers ainsi que la connaissance de toute demande ou contestation y relative, sera réglée par les Tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet Etat.

2^o Mais si un sujet du pays où la succession s'est ouverte fait valoir ses droits à ladite succession, droits reposant sur un titre d'hérédité ou de legs, et si sa réclamation était présentée à l'autorité consulaire dans le délai fixé par l'Article 7 de la présente convention, l'examen de cette réclamation sera déferé aux Tribunaux ou autorités compétentes du pays où la succession est ouverte, à condition qu'ils soient saisis de l'affaire avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. Ces Tribunaux ou autorités compétentes statueront, en se conformant aux stipulations du droit national du défunt, sur la validité des droits du réclamant, et s'il y a lieu, sur la quote-part qui doit lui être attribuée.

3^o Après avoir délivré aux ayants droit la quote-part de la succession fixée par les Tribunaux ou autres autorités compétentes,

necessary, substitute himself for such representative.

4. It is, however, to be clearly understood, that the Consul can never be personally sued in a matter concerning the successions of nationals of his country.

Article 13.

1. The succession to real property and any claim or dispute relating to successions to real property shall be regulated and dealt with by the tribunals or other competent authorities of the country in which the real property is situated, in accordance with the law of the country

2. If the succession is made up in part or entirely of real property which, by the law of the country, the person or persons upon whom it devolves are not capable of possessing, a period sufficient in the circumstances, in default of a period provided by the local law, will, in either country, be granted to the interested parties, within which to effect the most advantageous sale possible of the property.

Article 14.

1. The succession to personal property and any claim or dispute relating thereto shall be regulated and dealt with by the Courts or competent authorities of the State to which the deceased belonged; and in conformity with the laws of that State.

2. If, however, a subject of the country where the succession became open claims rights in the succession based on hereditary title or legacy, and if the claim is submitted to the Consular authority within the period fixed in Article 7 of this Convention, the investigation of such claim shall be referred to the Courts or competent authorities of the country where the succession became open, on condition that the matter is laid before them before the expiration of the period mentioned above. These Courts or competent authorities shall decide, according to the law of the country of which the deceased was a national, as to the validity of the claimant's rights, and, if necessary, as to the share that is to be assigned to him.

3. After having delivered to the persons entitled the share of the succession determined by the Courts or other competent authorities,

l'autorité consulaire disposera du reliquat de la succession conformément aux stipulations de l'article 11 de la présente Convention.

Article 15.

Les jugements prononcés par les Tribunaux grecs dans les affaires ayant rapport au règlement des successions aux biens mobiliers, lorsque ces jugements deviendront exécutoires en vertu des lois appliquées par ces Tribunaux compétents, seront déclarés exécutoires en Espagne, en tant qu'ils concernent les biens successoraux sous les conditions et suivant les formes établies par les lois espagnoles mais sans revision du fond de l'affaire. De même les jugements des Tribunaux espagnols ayant rapport au règlement des successions, seront exécutoires en Grèce sous les mêmes conditions.

Article 16.

Si une succession d'un Grec en Espagne ou d'un Espagnol en Grèce tombe en escheat il sera disposé des biens immobiliers faisant partie de cette succession, suivant les lois de l'Etat dans le territoire duquel les immeubles sont situés ; quant aux meubles, il en sera disposé suivant les lois de l'Etat national du défunt.

Article 17.

1^o Lorsqu'un Grec en Espagne ou un Espagnol en Grèce sera décédé dans un lieu où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de son pays, l'autorité locale compétente procédera conformément aux lois du pays aux mesures conservatoires de la succession. Des copies authentiques des actes y relatifs seront transmises dans le plus bref délai possible, avec l'acte de décès, le ou les testaments du défunt et les documents établissant sa nationalité, à l'autorité consulaire compétente.

2^o L'autorité locale compétente prendra à l'égard des biens laissés par le défunt toutes les mesures prescrites par les lois du pays concernant le délaissé des nationaux, et le produit de la succession sera transmis, dans le plus bref délai possible, aux agents diplomatiques ou consulaires de l'Etat auquel appartenait le défunt.

the Consular authority shall dispose of the residue of the succession in conformity with the stipulations of Article 11 of this Convention.

Article 15.

Judgments pronounced by the Greek Courts in matters relating to the regulation of successions to personal property, when they become executory by virtue of the law applied by these competent Courts, shall be declared executory in Spain, in so far as they concern the property belonging to the succession, under the conditions and in accordance with the forms established by Spanish law but without revision of the subject-matter of the case. The judgment of the Spanish Courts relating to the regulation of successions, shall be executory in Greece under the same conditions.

Article 16.

If the succession to a Greek in Spain or to a Spaniard in Greece falls into escheat the real property belonging to such succession shall be disposed of according to the law of the State in which such real property is situated ; the personal property shall be disposed of according to the law of the State of which the deceased was a subject.

Article 17.

1. When a Greek in Spain or a Spaniard in Greece dies in a place where there is no Consular authority of this country, the competent local authority shall proceed, in conformity with the law of the country, to such measures as may be necessary for the conservation of the succession. Authentic copies of documents relative thereto will be transmitted as soon as possible, with the death certificate, the will or wills of the deceased and the documents establishing his nationality, to the competent Consular authority.

2. The competent local authority shall, with regard to the property left by the deceased, take all the measures presented by the law of the country concerning the property left by nationals, and the product of the succession shall be transmitted, with the least possible delay, to the Diplomatic or Consular Agents of the State to which the deceased belonged.

3° Il est bien entendu que dès que le représentant diplomatique de la nation du défunt ou l'autorité consulaire compétente aura envoyé un délégué sur le lieu du décès, l'autorité locale devra se conformer aux prescriptions contenues dans les articles précédents.

Article 18.

Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront également aux successions des sujets des deux Etats contractants qui étant

3. It is to be clearly understood that as soon as the Diplomatic Representative of the deceased's nation or the competent Consular Authority has sent a delegate to the place of decease, the local authority must comply with the provisions contained in the preceding articles.

Article 18.

The provisions of this Convention shall also apply to the successions of subjects of the two contracting States who having died outside